

MEDPRO

Newsletter

Prospectives Méditerranéennes



Vers un futur Vert et Soutenable dans la Méditerranée à l'Horizon 2030

Dr. Rym Ayadi, Senior Fellow CEPS, Coordinatrice Générale de MEDPRO

Le développement économique et le changement climatique sont intimement liés dans les pays de l'Est et du Sud de la Méditerranée et exercent d'importantes pressions sur les systèmes énergétiques et hydriques. D'une part, lors des dernières décennies tous les pays se sont appuyés sur les ressources fossiles pour la production d'électricité dans un contexte de faible efficacité énergétique. D'autre part, la Méditerranée apparaît comme la région la plus vulnérable au changement climatique dans la mesure où les températures annuelles moyennes sont appelées à augmenter plus rapidement que les moyennes mondiales (+2°C et 3°C respectivement en 2030 et 2050). De telles tendances sont néfastes pour les ressources hydriques et la biodiversité.

Dans le même temps, la croissance démographique et l'augmentation de la population en âge de travailler vont demander d'importants efforts aux autorités pour relever le défi de la création d'emplois dans une région où le chômage est élevé sinon endémique. Absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail pourrait bien demander des taux de croissance de l'ordre de 7%, exacerbant ainsi les émissions de CO₂ et dégradant ainsi davantage les ressources énergétiques basées sur les hydrocarbures. De plus, les pays de la région montrent une forte dépendance à l'égard de l'agriculture et des exportations de produits agricoles fortement consommatrices de ressources, le secteur employant environ 20% de la main d'œuvre. De manière similaire, le secteur touristique, vulnérable aux changements climatiques, représente en moyenne 20% des entrées de devises. Par ailleurs, à l'exception des pays exportateurs de pétrole, la région est fortement dépendante des importations énergétiques qui vont augmenter de concert avec la demande ; une tendance qui continuera d'exercer des pressions sur les cadres macroéconomiques de la région. Ces derniers seront davantage sous tension à cause des politiques de subventions massives à l'énergie et à l'alimentation. Dans le cas des subventions énergétiques celles-ci sont non seulement coûteuses en termes économiques, mais sont inefficaces, puisqu'il s'avère que les principaux bénéficiaires sont les individus et ménages aisés et non les plus défavorisés. Enfin, les pressions climatiques sont aggravées par une série d'incohérences politiques ainsi que par le manque d'une approche intégrée de la gestion climatique. Dans le cas des ressources hydriques, cela se traduit par moins de ressources disponibles, puisque les pays de la région sont en dessous du seuil de pauvreté hydrique, un seuil estimé à 100 mètres cubes par personne et par an sensé couvrir les besoins primaires.

Si le changement climatique et ses effets néfastes sont consubstantiels à l'activité humaine et donc inévitable, les gouvernements dans la région et dans l'UE ont à leur disposition un nombre d'options politiques pour créer des politiques mutuellement bénéfiques afin de limiter les dégâts du changement climatique et favoriser les capacités d'adaptation des pays concernés.

La poursuite de telles tendances est ouvertement alarmante, puisqu'elle mettrait en péril la stabilité sociale et in fine la soutenabilité même des États, faisant grimper à des niveaux dangereux les risques de conflits et de guerres civiles. En effet, à mesure que les températures augmentent et que les ressources sont de moins en moins disponibles, alors que les populations, elles, augmentent, les gouvernements de la région seront confrontés au dilemme de soutenir l'activité économique nécessaire à la création d'emplois et à la justice sociale en subventionnant les produits énergétiques et les denrées alimentaires tout en faisant face à la contrainte de réduire le CO₂ afin d'endiguer les effets néfastes du changement climatique et les dégâts sur la biodiversité. Les subventions aux denrées alimentaires et énergétiques continueront d'exercer des effets néfastes sur les déficits fiscaux augmentant ainsi la probabilité d'occurrence des crises macroéconomiques. Des températures plus élevées vont vraisemblablement avoir des effets négatifs sur l'agriculture à travers plusieurs canaux. Par exemple, il existe un risque important que les rendements agricoles diminuent, ce qui affecterait non seulement

la main d'œuvre du secteur agricole et les industries liées, mais augmenterait aussi le risque de rupture des approvisionnements et porterait atteinte à la sécurité alimentaire. Dans le même temps, préserver les rendements agricoles demandera davantage de ressources hydriques alors que celles-ci sont déjà sous pression. Aussi, à mesure que l'eau se raréfiera, les migrations internes vont augmenter, exerçant ainsi davantage de pressions sur la croissance de la population urbaine et le changement climatique. Des effets moins immédiats sont aussi à même de se manifester sur le front économique, comme par exemple une baisse de l'attractivité touristique due à une moindre biodiversité qui se traduirait par moins d'entrées de devises.

Si le changement climatique et ses effets néfastes sont consubstantiels à l'activité humaine et donc inévitable, les gouvernements dans la région et dans l'UE ont à leur disposition un nombre d'options politiques pour créer des politiques mutuellement bénéfiques afin de limiter les dégâts du changement climatique et favoriser les capacités d'adaptation des pays concernés.

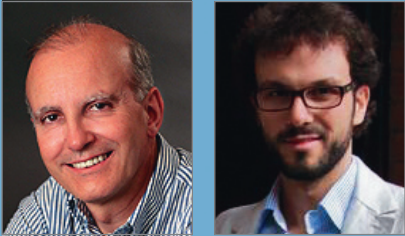
Les réponses politiques vont dépendre de contextes particuliers aux pays mais faire face au changement climatique demandera une combinaison entre mesures fortes et faibles. Les mesures fortes concernent surtout la construction et la mise à niveau des infrastructures énergétiques et hydriques. Dans le cadre de l'électricité et de la génération, l'investissement dans des centrales de génération de taille moyenne/petite, le développement des interconnexions de réseau au sein des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, ainsi qu'avec l'UE et à terme les pays du Conseil de Coopération du Golfe semble essentiel. En ce qui concerne l'eau, les mesures comprennent la construction de barrages, de réservoirs et de facilités de désalinisation ainsi que la promotion de nouvelles techniques d'irrigation. Du côté des mesures faibles, la réforme des systèmes de subvention l'énergie revêt une importance capitale à cause des coûts inhérents à ces systèmes, qui parfois représentent jusqu'à 30% des budgets étatiques, et de leur inefficacité. La mise en place de systèmes d'incitations fiscales pour favoriser l'efficacité énergétique est tout aussi importante. Enfin, les pratiques agricoles et les techniques d'irrigation devront s'adapter aux changements climatiques afin de minimiser l'impact négatif des changements climatiques sur les rendements agricoles et prévenir le gaspillage des ressources hydriques. Si la mise en place de ces mesures est coûteuse, leurs bénéfices à long terme surpasseront largement ces coûts.

Plusieurs mesures peuvent être prises par l'UE et les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée afin de s'ancrer des sentiers de développement durable. Parmi ceux-ci, la définition d'une stratégie Euro-Méditerranéenne pour l'énergie, qui inclurait parmi des objectifs communs une assistance technique et financière pour les réformes du secteur énergétique et la mise à niveau des infrastructures ainsi que l'intégration des marchés énergétiques entre autres. L'échange d'expériences et de bonnes pratiques dans l'agriculture et la gestion des ressources hydriques pourrait aussi être bénéfique puisque de nombreux pays Nord Méditerranéens ont su s'adapter à la sécheresse et ont développé de systèmes innovateurs d'irrigation. Dans le même ordre d'idées, les expériences spécifiques à certaines régions de l'UE dans le cadre de la gestion des flux touristiques pourraient également faire partie d'un cadre Euro-Méditerranéen de la gestion de l'environnement. Un rôle proactif de l'UE et des autres partenaires, comme le Conseil de Coopération du Golfe sera essentiel pour soutenir les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée dans l'optique d'une transition verte.





Le besoin urgent d'une «Feuille de Route pour l'Energie Euro-Méditerranée»



Manfred Hafner, leader WP4b, Chercheur Associé; Fondazione Eni Enrico Mattei (FEEM, Italy)

Les efforts pour un développement énergétique plus soutenable dans les pays MED-11 pourraient s'avérer être un élément clé pour une politique Européenne à l'égard des pays émergeant du Printemps Arabe. Une telle politique pourrait comporter d'importants bénéfices aussi bien pour l'UE que pour les MED-11 en ce qui concerne la sécurité énergétique, le développement soutenable, la croissance économique et la création d'emplois. Si l'UE est résolue à améliorer la coopération avec les pays de la région, il est important qu'elle ne soit pas perçue seulement comme un acheteur d'hydrocarbures, mais comme un partenaire à part entière afin de soutenir la coopération régionale comme stipulé dans le plan d'action EuroMed de 2008-2013; adopté à Limassol en 2007 et qui sera discuté et révisé lors de la prochaine conférence ministérielle à Bruxelles en Juin 2013. Dans le cadre de la Politique Européenne de Voisinage (PEV); il existe déjà de nombreuses initiatives d'assistance technique et de renforcement des capacités qui ont contribué grandement à la coopération énergétique et appuyé les efforts nationaux et régionaux.

Les récents soulèvements pourraient donner à l'UE la possibilité de jouer un rôle plus déterminant à l'avenir dans la région. Les efforts visant à assister les pays MED-11 dans le cadre de leurs efforts pour l'efficacité énergétique, la gestion de la demande, les énergies renouvelables et les interconnexions énergétiques pourraient représenter les principaux éléments d'une politique énergétique étrangère européenne vis-à-vis de la région. Pour conclure, un schéma de coopération intégré et construit afin de fonctionner comme catalyseur pour le renforcement de l'intégration économique, politique et sociale Euro-Méditerranéenne devrait reposer sur trois principaux piliers.

a) Une stratégie de développement socio-économique de long terme basée sur une configuration institutionnelle robuste, une meilleure gouvernance publique y compris pour les revenus pétroliers ainsi qu'une stratégie de réduction de la pauvreté au lieu de subsides universels à la consommation.

b) Une politique énergétique et climatique intégrée articulée autour d'une stratégie énergétique globale couvrant les domaines suivants: sécurité énergétique, réformes réglementaires visant à instaurer des prix reflétant les coûts énergétiques, l'efficacité énergétique, et plans d'énergies renouvelables en synergie avec les politiques climatiques (finance carbone)

c) Une Coopération énergétique régionale (intra MED-11 et UE-MED-11) focalisée sur le développement de politiques soutenables avec le Centre Régional pour l'Energie Renouvelable et l'Efficacité Énergétique (RCREEE), ce dernier étant le point de référence pour les pays du Sud de la Méditerranée et le Conseil de Coopération du Golfe sur l'efficacité énergétique et le déploiement des énergies renouvelables. Cette coopération énergétique régionale devrait également se concentrer sur les réformes réglementaires (droits de douane) et sociales (subsides ciblés); les infrastructures (interconnexions électriques et gazières) et les marchés (marché UE-MED 11 de l'électricité renouvelable) le tout appuyé par le Plan Solaire Méditerranéen et un financement inter régional intégré.

En somme, l'énergie s'avère un sujet d'importance capital pour l'UE et les MED-11. Au vu de leur proximité géographique, une intégration marchande plus poussée serait dans l'intérêt commun des deux parties. Les pays MED-11 et l'UE font par ailleurs face à de nombreux défis communs dans leur volonté d'assurer une transition énergétique soutenable pour l'ensemble de la région Euro-Méditerranée. En prenant compte les évolutions passées dans les relations énergétiques entre l'UE, la Fédération de Russie et aussi avec le CCG, il est évident que la coopération énergétique entre l'UE et les MED-11 pourrait être améliorée et davantage développée en créant une « Feuille de Route pour l'Energie Euro-Méditerranée »

Une telle Feuille de Route, à élaborer avant la rencontre ministérielle de Juin 2013 à Bruxelles devrait s'attacher à créer une transition énergétique soutenable pour toute la région Euro-Méditerranéenne en se basant sur l'idée qu'une coopération énergétique plus importante pourrait contribuer non seulement au développement économique de la région et à une performance économique mais aussi à une plus grande stabilité sociale et politique.

Quelles perspectives pour les marchés de carbone dans les MED-11?

Dr. Noriko Fujiwara, Directrice Changement Climatique, Research Fellow, CEPS



Les marchés de carbone sont actuellement à un tournant: ils approchent la fin de la 1^{re} période d'engagement du Protocole de Kyoto (2008-2012) ainsi que de la Phase II du Système d'Echanges des Quotas d'Emissions. La dernière conférence annuelle sur le changement climatique (18^e Conférence des Parties, COP) a eu lieu à Doha du 26 Novembre au 8 Décembre 2012. Elle a donné lieu à une série de mesures, y compris à un amendement du Protocole afin d'établir une 2^e période d'engagement tout en préparant un accord global sur le climat à l'horizon 2015. Lors de la 2^e période, seuls les pays de l'Annexe I (pays développés et économies en transition) pourront échanger des crédits générés à partir du Mécanisme de Développement Propre (MDP) et d'autres mécanismes flexibles. Les parties continueront de travailler sur un cadre pour plusieurs approches, de nouveaux mécanismes de marché ainsi que leurs modalités.

Alors que les résultats de Doha a donné plus de certitudes au Protocole de Kyoto et aux mécanismes de marché associés, les résultats du Rapport Technique sur les opportunités des marchés de carbone dans le Sud de la Méditerranée restent valides. Comme d'autres pays à revenu moyen, les MED-11 doivent faire face à 3 défis liés aux possibilités de bénéficier des opportunités créées par l'UE dans ce domaine: la demande future de crédits carbone relativement limitée; des restrictions quantitatives et qualitatives liées à l'usage des réductions d'émissions certifiées; et, la manque de préparation rapide pour la mise en place de mécanismes de marché. Au jour d'aujourd'hui, ces pays n'ont pas bénéficié du grand potentiel des projets de MDP. Il existe de nombreuses barrières et goulots d'étranglement dans le développement des projets MDP comme le manque de capacités d'opération et de gestion, une intégration régionale faible et un manque d'engagement de la part du secteur privé. Bien que la région n'accueille pas un grand nombre de projets, elle offre des exemples intéressants, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables, ce qui pourrait servir à d'autres parties afin d'opérationnaliser les concepts de nouveaux mécanismes de marché. L'étude souligne un nombre d'options pour l'évolution des mécanismes en référence aussi bien aux activités comprises dans les MDP qu'à celles qui en sont exclues. Dans le même temps, les MED-11 offrent un exemple intéressant pour une approche intégrée des marchés de carbone: il existe un cadre institutionnel (l'Union pour la Méditerranée, UpM); une facilité financière qui pourrait venir de l'Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat (IEVP); ainsi qu'une initiative à échelle régionale avec un potentiel important de réduction d'émission de gaz à effet de serre (le Plan Solaire Méditerranéen) qui pourraient cadrer dans un nouveau mécanisme de marché.

Mécanismes et canaux de relations entre approvisionnements énergétiques, politiques de la demande; et développement socio-économique

Emmanuel Bergasse, Fellow, Centre for Social and Economic Research (CASE, Pologne)



Un des objectifs de la recherche de MEDPRO dans le WP4b est d'identifier et de détailler les liens ainsi que les interactions entre l'approvisionnement énergétique, la demande et le développement socioéconomique dans les pays du Sud de la Méditerranée, ainsi que l'effet des politiques énergétiques sur ces derniers. Deux thématiques particulièrement pertinentes pour la région MED-11 sont explorées: le poids des subsides universels à l'énergie; et, le « syndrome hollandais ».

Avec l'objectif de réduire la pauvreté énergétique, mais aussi pour des raisons politiques et populistes, les gouvernements des MED-11 ont recours à des subsides énergétiques universels. Toutefois, seuls 20% des ces subsides sur les prix bénéficient tous à tous les consommateurs. Aussi, les mécanismes de subsides sont des poids de plus en plus lourds pour les budgets des Etats, particulièrement depuis le pic des prix pétroliers atteint en 2007-2008. Cette pression croissante sur le budget des Etats paraît particulièrement insoutenable en Egypte (12% du PIB en 2011); en Jordanie (23% du PIB); et au Liban (23% des dépenses budgétaires de l'Etat). Par ailleurs, en distordant les signaux sur les prix; les subsides universels à l'énergie agissent comme d'importantes dés-incitations à des utilisations plus rationnelles de l'énergie ainsi qu'à un investissement dans les sources d'énergies renouvelables. Le pétrole et le gaz comptent pour une part importante des exportations et des finances publiques en Algérie et en Libye. Toutefois, les stratégies de captation de la rente génèrent systématiquement des déséquilibres domestiques structurels qui grèvent les possibilités de développement socio-économique et parfois même conduisent au sous-développement. Ce « paradoxe de l'abondance » (ou syndrome hollandais) appelle à définir et mettre en place de bonnes stratégies de gestion. Ainsi, il apparaît que de solides politiques publiques sont nécessaires pour résoudre les interactions néfastes entre développements socio-économiques et énergie, les coûteux subsides énergétiques et le pénalisant « syndrome hollandais ». De telles politiques doivent être bien structurées, systémiques, intersectorielles, et bien articulées autour de stratégies climatiques et de développement socio-économique.

Scénarios d'offre et demande énergétique pour les MED-11

Panagiotis Fragkos, Nikos Kouvaritakis, E3M Lab, Institute of Communication and Computer Systems of the National Technical University of Athens (ICCS/NTUA, Grèce)



La croissance démographique rapide, une urbanisation soutenue et une haute croissance économique améliorant la qualité de vie se traduiront toutes par une hausse importante des besoins énergétiques de la région à l'horizon 2030. Des prix bas persistants résultant des mécanismes de subsides existant dans plusieurs pays MED-11 ont tendance à distordre les décisions économiques et sont un obstacle à l'adoption de mesures d'efficacité énergétique ainsi qu'à l'adoption de technologies nécessaires aux sources d'énergie renouvelable (SER), tout en exerçant une pression importante sur les budgets des Etats. Le scénario de référence assume un processus graduel de réforme et la mise en place –avec quelques délais– de plans fermes pour le développement des SER. A l'horizon 2030, la plupart des pays sont amenés à connaître une détérioration dans leur balance commerciale énergétique et les émissions de CO₂ vont doubler par rapport à leur niveau actuel.

L'évolution du système énergétique va largement dépendre de contexte international dans lequel la région va évoluer, en particulier du degré de coopération entre les pays eux-mêmes et leur intégration dans de plus grands systèmes économiques régionaux et globaux. Dans le cas d'une forte coopération et d'un engagement dans les politiques climatiques et de SER de l'UE, aussi bien les MED-11 que l'UE auront des bénéfices mutuels. Ainsi l'UE bénéficiera de coûts moindres liés à la réduction des émissions de CO₂ et à l'atteinte de ses objectifs en termes de SER grâce à l'importation d'électricité d'Afrique du Nord. En contrepartie, les MED-11 bénéficieront des ventes des permis d'émissions, de plus d'investissement ainsi que de systèmes énergétiques plus efficaces, particulièrement en ce qui concerne la génération d'électricité.

Les MED-11 peuvent même obtenir des bénéfices plus importants dans le cas où ils entreprennent individuellement des mesures vigoureuses sur plusieurs fronts afin de promouvoir l'efficacité énergétique, l'accélération des réformes des prix de l'énergie ainsi que le développement décentralisé des RES. Dans le même temps, leurs relations avec l'UE et le reste du monde vont se développer grâce à une moindre sensibilité aux risques encourageant les flux d'investissements directs étrangers (IDE).

Dans les deux cas, une demande d'hydrocarbures inférieure au scénario de référence, et combinée à une offre plus importante de pétrole et de gaz résultent dans des surplus exportables plus importants et une dépendance moindre à l'égard des importateurs. Les coûts d'investissement dans la génération va augmenter à mesure que les SER deviendront plus intenses en capital que celles basées sur le pétrole et le gaz. Les coûts variables et de l'essence vont toutefois diminuer substantiellement, conduisant ainsi à de moindres coûts totaux de génération.

De l'autre côté, la fragmentation de la région MED-11, l'échec des initiatives de coopération intra et inter régionale ainsi que la stagnation des initiatives politiques (y compris la réforme des prix de l'énergie) vont se traduire par des coûts de génération plus élevés ainsi que par des retards dans le développement des SER, menant ainsi vers une dépendance accrue à l'égard des importateurs ou une réduction drastique des capacités d'export. Dans ce cas, les MED-11 au niveau agrégé deviendront des importateurs nets d'hydrocarbures à l'horizon 2030.

L'impact du changement climatique sur les pratiques agricoles

Nicola Lamaddalena; Mediterranean Agronomic Institute of Bari, (CIHEAM-MAIB, Italy)



Le secteur Agricole en Méditerranée est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique à cause d'une dégradation et à une demande croissantes en ressources hydriques.

Avec l'objectif d'estimer l'impact climatique sur l'agriculture, les besoins hydriques, les besoins d'irrigation net ainsi que les rendements relatifs des cultures ont été calculés. Chacun des pays MED11 est représenté par trois régions ayant leurs conditions climatiques et de sol propres. La réponse hydrique de 16 types de cultures a été testée sous différentes stratégies de gestion de l'eau : irrigation totale, irrigation déficitaire, conditions pluviométriques. Les conséquences potentielles d'un climat changeant dans la région MED11 ont été explorées en suivant l'approche des analogues climatiques en exploitant la variabilité intra-pays grâce à la comparaison des rendements des cultures et besoins en irrigation des régions les plus représentatives des conditions climatiques présentes et à venir. Pour chaque pays, les régions ont été choisies en fonction des projections sur le changement climatique du projet UE-CIRCE. Les seize cultures examinées (blé-durum, variétés d'hiver et de printemps ; orge ; maïs ; agrumes ; raisins ; olives ; pêche ; poivrons ; tomates ; pommes de terre ; pastèque ; betterave à sucre ; coton) ont été agrégées par secteur agricole et zone géographique.

La base de données climatique de la FAO (CLIMWAT 2.0) et la base de données Harmonized Soil Data Base (Viewer, 2009) ont été utilisées. Les rendements maximum ont été calculés basés sur les productions locales et les expériences scientifiques générales. Les réponses des cultures à l'eau ont été testées à différents endroits, y compris ceux dans lesquelles les cultures considérées ne sont pas présentes, en vue de leur introduction éventuelle.

Les résultats ont montré que passer vers des climats plus chauds se traduit par une baisse des rendements des cultures, particulièrement en ce qui concerne les fruits et légumes en Tunisie, le blé au Maroc et en Turquie. A contrario, l'Egypte semble engranger de faibles gains de productivité.

Tous les risques associés au changement climatique prennent davantage d'importance dans le scénario de référence (Q1) où ni l'adaptation aux nouvelles conditions climatiques, ni l'endigement du changement climatique ne sont prévues. Ces risques seraient probablement moindres, à des degrés toutefois divers sous les autres scénarios, QII, QIII, QIV. Dans les 3 scénarios, les options pour l'adaptation au niveau de la ferme, du système (irrigation ou captation de l'eau) ; et du niveau de planification (bassins de rivières ou pays) peuvent être définis et mis en place.

Climate change impacts in the MED11 countries: the MEDPRO point of view

Francesco Bosello, WP4a leader, Fondazione Eni Enrico Mattei (FEEM)



Même lorsque l'on restreint l'analyse aux pertes de l'industrie touristique, les bénéfices de la protection de l'environnement dépassent les coûts dans la majorité des MED11. Et lorsque cela n'est pas le cas comme en Algérie, en Egypte et en Libye, le portrait change facilement, une fois intégrée la totalité des bénéfices liés à des écosystèmes sains, allant bien au-delà de la simple attractivité touristique.

La vulnérabilité finale dépendra toutefois aussi de la sensibilité et la capacité d'adaptation, facteurs très spécifiques aux différents pays du bassin Méditerranéen et avec de grandes différences entre le Nord et le Sud. Les pays Euro-Méditerranéens semblent moins vulnérables au changement climatique ; l'on estime que pour des hausses de températures supérieures à 4°C, les pertes de PIB à l'horizon 2050 se trouveront dans une fourchette entre -0.25 et -1.4% du PIB. A contrario, les pays du Sud et de l'Est semblent beaucoup plus sensibles: pour la même hausse des températures, les pertes sont chiffrées à 2% du PIB. En ce qui concerne les MED11 en particulier, les impacts négatifs sur les rendements agricoles, dus à une rareté croissante des ressources hydriques qui accentue les phénomènes actuels de sur-utilisation, pollution et salinisation dans un contexte de demande hydrique accrue. Un autre canal de transmission du changement climatique, moins visible à première vue, mais tout aussi pertinent, est l'attractivité touristique moindre de ces territoires due à des températures excessivement chaudes ainsi qu'à une perte de la biodiversité induite par le réchauffement climatique.

Un des axes de recherche de MEDPRO se consacre spécifiquement à ces aspects, et confirme que malgré des différences entre les pays, les ressources hydriques de la région seront de plus en plus sollicitées, alors même que la disponibilité d'eau va décroître. Jusqu'en 2030, les retraits d'eau resteraient encore à un niveau inférieur au total des ressources renouvelables dans la plupart des pays analysés ; mais ils atteindront rapidement cette limite par après, particulièrement dans les pays dépendants de l'irrigation pour leur production agricole, comme l'Egypte. Sans une adaptation proactive, la production agricole sera négativement affectée et des pays comme la Tunisie et la Turquie pourraient perdre jusqu'à 20% en moyenne de leurs revenus agricoles en 2050.

D'autres services environnementaux menacés et ayant des implications directes pour le bien-être des MED11 sont les écosystèmes et la biodiversité. Dans un contexte d'inaction politique et de pressions accrues dues au changement climatique et à d'autres moteurs anthropogéniques, la détérioration des écosystèmes peut induire un déclin des arrivées touristiques d'environ 10% avec un impact direct sur le PIB estimé à -0.2% à l'horizon 2050.

Tout ceci appelle à mettre en place un subtil mélange de mesures d'adaptation. Dans le secteur hydrique un tel mélange devrait prendre la forme de mesures dites "fortes" comme la construction de barrages et de réservoirs, et de mesures « faibles » comme la gestion des ressources, la mise en place de quotas et de tarifs ; ces mesures devant elles même être combinées à i) une législation prévoyante et des systèmes de gouvernance flexibles afin de pouvoir s'adapter à des changements imprévus dans les systèmes naturels ; ii) des plans d'action réalistes ; iii) une participation inclusive de toutes les parties prenantes, car celle-ci permet d'induire une utilisation des ressources hydriques soutenable, malgré l'augmentation de la population, du PIB et du commerce, tout en réduisant les impacts négatifs sur les revenus et en sécurisant une certaine stabilité sociale.

Les recherches récentes confirment que la région Méditerranéenne est particulièrement exposée au changement climatique. Les hausses de températures seront plus élevées que les moyennes mondiales, les projections font état d'une baisse des précipitations ainsi que d'une croissante probabilité de sécheresses extrêmes.



Prochains Evènements

Le 26 Février, les chercheurs de MEDPRO, des intervenants de haut niveau d'institutions Européennes et internationales et des universitaires renommés se rassembleront au CEPS à Bruxelles pour la **Conférence Finale de MEDPRO**. L'évènement cherche à présenter les recherches menées dans le cadre du projet ainsi que les recommandations politiques qui en découlent à une large audience. Plusieurs personnalités de haut niveau du Service Européen d'Action Extérieure, de la Commission Européenne et de l'Union pour la Méditerranée ont confirmé leur présence.

Evènements Passés

Réunion de Tunis. Les 5 et 6 Novembre 2012, les Chercheurs de MEDPRO, des représentants du gouvernement à haut niveau ainsi que des membres de la société civile se sont rassemblés à Tunis pour un Stakeholders Engagement Meeting. S.E. Ridha Saidi, Ministre en Charge des Affaires Economiques de Tunisie était présent parmi d'autres personnalités.

Réunion du Caire. Les 12 et 13 Janvier 2013, les Chercheurs de MEDPRO se sont réunis au Caire pour le 3e Stakeholders Engagement Meeting du projet. Lors de la réunion, l'équipe de recherche a présenté et discuté les scénarios de MEDPRO et les recommandations politiques du projet avec les autorités locales et des représentants de la société civile. La Coordinatrice de MEDPRO Dr. Rym Ayadi, a invité pour cette occasion S.E Osama Kamal, Ministre du Pétrole et des Ressources Naturelles de la République Arabe d'Egypte ainsi que l'Ambassadeur Gamal Bayoumi, Ancien Diplomate et Président de la Fédération des Investisseurs Arabes.

Dissémination de MEDPRO

Dans le cadre de la dissémination de MEDPRO, la Coordinatrice du projet Dr. Rym Ayadi a donné une série de discours liminaires sur les futurs développements économiques et financiers dans le Sud de la Méditerranée; le 19 Novembre à la réunion de haut niveau OCDE-GMF à Naples; les 23 et 24 Novembre à la Conférence Annuelle du FEMISE à Marrakech; les 24 et 25 Janvier à la Conférence Finale du projet MIRA et les 18 et 19 Février à la Conférence Finale d'ETC à Tunis.

Robert Lanquar, expert MEDPRO pour le tourisme a donné une interview parue le 1er Février 2013 dans le magazine L'Echo Touristique sur les défis à relever pour le secteur touristique Tunisien.

Publications de MEDPRO

Téléchargement gratuit sur www.medpro-foresight.eu

Développement Economique, Commerce et Investissement dans les Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée: Un Agenda vers une Transition Soutenable, Rapport, Intégration économique, commerce, investissement et analyses sectorielles, Marek Dabrowski, Luc De Wulf

Quelles Perspectives et quel Impact sur la Croissance des Infrastructures de Transport pour les Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée?, Rapport, Intégration économique, commerce, investissement et analyses sectorielles, Robin Carruthers

Une Nouvelle Feuille de Route Euro-Méditerranéenne de l'Energie pour une Transition Soutenable dans la Région, Policy Brief, Manfred Hafner, Simone Tagliapietra

Impacts Economiques du Changement Climatique dans le Sud de la Méditerranée, Rapport technique, Francesco Bosello, Fabio Eboli

La Relation entre Energie et Développement Socio-économique dans le Sud de la Méditerranée, Rapport technique, Emanuel Bergasse, Wojciech Paczynski, Marek Dabrowski, Luc Dewulf

L'Adaptation au Changement Climatique dans le Sud de la Méditerranée: Cadre Théorique, analyse Prospective et Etudes de Cas, Rapport technique, Daniel Osberghaus, Claudio Baccianti

Pressions économiques et climatiques sur la biodiversité des zones côtières du Sud de la Méditerranée, Rapport technique, Laura Onofri, Paulo A.L.D. Nunes, Francesco Bosello

Systèmes d'Education et de Protection Sociale dans le Sud et l'Est de la Méditerranée, Rapport technique, Alia el Mahdi, Ola el Khawaga, Ashraf el Araby

Perspectives d'Offre et Demande Energétique dans le Sud de la Méditerranée: Scénarios pour 2010-2030, Rapport technique, Panagiotis Fragkos, Nikos Kouvaritakis, Pantelis Capros

Efficacité Energétique: Tendances et Perspectives dans le Sud de la Méditerranée, Rapport technique, Frédéric Blanc

La Participation des Femmes dans le Marché du Travail et le Développement Economique du Sud de la Méditerranée: Quels Scénarios pour 2030?, Rapport technique, Stella Tsani, Ioanida Paroussos, Costas Fragiadakis, Ioannis Charalambidis, Pantelis Capros

Inégalité dans le Sud de la Méditerranée: Analyse de pays ciblés, Rapport technique, Heba El Laithy

Perspectives pour le Pétrole et le Gaz dans le Sud et l'Est de la Méditerranée, Rapport technique, Manfred Hafner, Simone Tagliapietra, El Habib El Elandaloussi

MEDPRO en bref

Titre	MEDPRO – Prospectives Méditerranéennes
Type de financement	Projet collaboratif : projet de recherche petit-moyen
Coordinateur	Dr. Rym Ayadi, Centre for European Policy Studies (CEPS) rym.ayadi@ceps.eu
Durée	1er avril 2010 – 31 mars 2013 (36 mois)
E-mail de contact	medpro@ceps.eu
Description	MEDPRO explore les défis auxquels les pays du sud de la Méditerranée devront faire face dans les prochaines années. Le projet entreprendra une analyse prospective afin de considérer les interactions entre développement et coopération Euro-Méditerranéenne dans les domaines suivants : géopolitique, démographie, éducation, protection sociale, énergie, changement climatique, commerce et finance. Le but de cet exercice sera de fournir la meilleure assise scientifique pour les décisions politiques futures tant au niveau domestique qu'euro-péen dans le cadre de la Politique Européenne de Voisinage (PEV) et de l'Union pour la Méditerranée (UpM)
Partenaires	16 (13 pays)
Consortium	Centre for European Policy Studies, CEPS, Belgique; Center for Social and Economic Research, CASE, Pologne; Cyprus Center for European and International Affairs, CCEIA, Chypre; Fondazione Eni Enrico Mattei, FEEM, Italie; Forum Euro Méditerranéen des Instituts de Sciences Economiques, FEMISE, France; Faculty of Economics and Political Sciences, FEPS, Egypte; Istituto Affari Internazionali, IAI, Italie; Institute of Communication and Computer Systems, ICCS/NTUA, Grèce; Institut Europeu de la Mediterrania, IEMed, Espagne; Institut Marocain des Relations Internationales, IMRI, Maroc; Istituto di Studi per l'Integrazione dei Sistemi, ISIS, Italie; Institut Tunisien de l'Compétitivité et des Etudes Quantitatives, ITCEQ, Tunisie; Mediterranean Agronomic Institute of Bari, MAIB, Italie; Palestine Economic Policy Research Institute, MAS, Palestine; Netherlands Interdisciplinary Demographic Institute, NIDI, Netherlands; Universidad Politecnica de Madrid, UPM, Spain; Centre for European Economic Research, ZEW, Germany
Site internet	www.medpro-foresight.eu
Financement de la C.E	2,647,330€
Officier scientifique de la C.E	Dr. Domenico Rossetti di Valdalbero